

- Les progrès que nous avons déjà accomplis ne diminuent pas le besoin de poursuivre les efforts d'économie d'énergie, notamment par le mécanisme des prix, et le développement dans une perspective à long terme des sources alternatives, y compris l'énergie nucléaire et le charbon. Ces efforts nous permettront de continuer à réduire notre vulnérabilité aux risques de rupture d'approvisionnement énergétique et d'instabilité des prix. La coopération en vue de développer de nouvelles technologies dans le domaine de l'énergie et de renforcer notre capacité à faire face aux ruptures d'approvisionnement, contribuera à notre sécurité énergétique commune. Nous travaillerons aussi au renforcement de la coopération avec les pays en développement, exportateurs et importateurs de pétrole.

-La croissance des pays en développement, et l'approfondissement des relations constructives avec eux, sont vitaux pour la prospérité politique et économique du monde. C'est pourquoi, il faut maintenir un niveau élevé de flux financiers et d'aide publique, et même accroître, autant que possible, leur montant et leur efficacité, cet effort étant partagé largement entre les pays pouvant y contribuer. Le lancement de négociations globales constitue un objectif politique majeur, approuvé par tous les participants au Sommet. Le plus récent projet de résolution présenté par le groupe des 77 est constructif et nos discussions à Versailles ont révélé un accord général sur le fait qu'il peut servir de base aux consultations avec les pays concernés. Nous croyons qu'il offre une perspective positive pour le lancement prochain des négociations globales et leur succès, sous réserve que l'indépendance des institutions spécialisées soit garantie. Dans le même temps, nous sommes prêts à poursuivre et à développer des actions concrètes de coopération avec les pays en développement, par des innovations au sein de la Banque Mondiale, par notre soutien au travail accompli par les banques de développement régional, par les progrès pour lutter contre l'instabilité des recettes issues des matières premières, à travers l'encouragement aux flux de capitaux privés y compris les dispositifs internationaux pour améliorer les conditions d'investissements privés,